

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1, rue Dufay  
76100 ROUEN

ROUEN, le 05/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **TESSENDERLO KERLEY FRANCE**

443, Boulevard Stalingrad  
76120 LE GRAND-QUEVILLY

Références : UDRD.2022.12.R.09  
Code AIOT : 0005806101

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/10/2022 dans l'établissement TESSENDERLO KERLEY FRANCE implanté 443, Boulevard Stalingrad 76120 LE GRAND-QUEVILLY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TESSENDERLO KERLEY FRANCE
- 443, Boulevard Stalingrad 76120 LE GRAND-QUEVILLY
- Code AIOT : 0005806101
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Oui

La société Tessengerlo Kerley France est spécialisée dans la fabrication de fertilisants liquides.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Actions réalisées suite au dépassement en légionelles de 2021,
- Récolement de l'échéancier de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2020.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Prolifération de légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-II	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 18/11/2020, article 10.2.5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Entretien des installations	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-2-c	/	Sans objet
3	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 18/11/2020, article 12	/	Sans objet
4	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 18/11/2020, article 3.2.5	/	Sans objet
5	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 18/11/2020, article 10.2.1.3	/	Sans objet
7	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 18/11/2020, article 8.3.2	/	Sans objet
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/11/2020, article 8.7.5	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite au dépassement en légionelle du 20 août 2021, l'exploitant a pris toutes les dispositions nécessaires pour identifier la source de prolifération et mettre en place de nouvelles procédures afin d'éviter que cela ne se reproduise. Cependant, l'exploitant n'a pas réalisé le contrôle prévu par l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013, dans les six mois suivant le dépassement. L'inspection demande donc à l'exploitant de réaliser ce contrôle et de lui transmettre le rapport.

Concernant la mesure des niveaux sonores réalisée par l'exploitant, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de réaliser une nouvelle campagne de mesure qui conclura sur les niveaux de bruit et les valeurs d'émergence mesurés par rapport aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2020.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Prolifération de légionelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration et rapport
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » mettent en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L</p> <p>a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées [...] En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production, et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.</p> <p>Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ;</p> <p>b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté ;</p> <p>c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées. Des prélèvements et analyses en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois ;</p> <p>d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de la dérive et en mettant en œuvre les mesures nécessaires à sa gestion ;</p> <p>e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident ainsi que la fiche de la stratégie de traitement définie au point I. Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application.</p> <p>Un exemplaire de ce rapport est annexé au carnet de suivi, tel que défini au point IV des présentes consignes d'exploitation. Le dépassement est également consigné dans un tableau de suivi des dérives, joint au carnet de suivi ;</p> <p>f) Dans les six mois suivant l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV.1 du présent article.</p>

**Constats :** Le 20 août 2021, l'exploitant avait informé par téléphone l'inspection des installations classées que le dernier résultat de mesure des légionelles de sa tour aéroréfrigérante présentait un dépassement avec une valeur supérieure au seuil de 100000 UFC/l (valeur à 150000 UFC/l).

L'exploitant avait alors initié la procédure d'arrêt de ses installations afin de pouvoir faire un nouveau traitement biocide et un nettoyage mécanique.

L'exploitant avait transmis à l'inspection le 26 août 2022 un rapport d'incident précisant les causes identifiées de ce dépassement et les mesures techniques prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

Ainsi dans son rapport d'incident l'exploitant indiquait que :

- un nouveau bras mort, à l'origine du dépassement, avait été identifié,
- la vanne de ce bras avait été remplacée par une vanne quart de tour inox identifiée en rouge,
- cette vanne sera remplacée au prochain arrêt technique par une vanne définitive
- une nouvelle procédure de désinfection pour les seuils 1000 à 100 000 UFC/L en interne avait été rédigée,
- une procédure de désinfection avec suivi du chlore libre et du chlore total toutes les 30 minutes avait été mise en place,
- une étude était en cours pour lancer des traitements hebdomadaires de biocide non-oxydant pour éviter tous risques de contamination dans le futur,
- une étude était en cours pour l'acquisition d'un bioscan afin de réaliser des mesures d'ATP hebdomadairement,
- une mesure des légionelles par test PCR sera réalisée par un laboratoire tous les 15 jours pendant 6 mois.

Le jour de la visite objet du présent rapport, l'exploitant déclare que :

- la vanne quart de tour a bien été remplacée, en interne, mais que ce n'est pas tracé,
- après des essais non concluants des mesures d'ATP par bioscan, ce contrôle est réalisé par méthode PCR dans un laboratoire deux fois par mois.

L'exploitant a présenté le dossier relatif au dépassement du mois d'août 2021 contenant :

- les analyses réalisées pendant les six mois suivants le dépassement,
- l'étude réalisée pour le traitement hebdomadaire de biocide non-oxydant, qui a conduit à la modification du seuil d'injection de biocide OX909 à 1 ppm,
- la nouvelle procédure de nettoyage et de désinfection pour les dépassement entre 1 000 et 100 000 UFC/l de légionella pneumophila,
- la liste des bras morts identifié sur le site. Cette liste est non datée.

L'exploitant pourra judicieusement dater la prochaine mise à jour de sa liste de bras mort.

L'exploitant déclare que la nouvelle procédure de désinfection a été suivie en octobre 2021 lors du dépassement de 5 000 UFC/l et qu'il n'y a plus eu de dépassement depuis cette date, comme le confirment les différents résultats des analyses réalisées et transmis à l'inspection depuis.

Au cours de la visite, l'inspection a demandé à consulter le rapport du contrôle qui devait être réalisé par un organisme extérieur 6 mois après la date du dépassement.

L'exploitant n'a pas fait procéder au contrôle de ses installations par un organisme indépendant et compétent dans les six mois qui suivent l'incident comme prescrit par le point f du l'article 26-II de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.

L'inspection demande à l'exploitant de faire procéder à ce contrôle sous un délai de 2 mois à compter de la réception du présent rapport.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 2 mois

## N° 2 : Entretien des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-2-c
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nettoyage de l'installation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an.  Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection l'exploitant déclare que : <ul style="list-style-type: none"><li>• tous les matins les bras morts sont purgés par prévention (les vanne sont identifiées sur le terrain par une poignée rouge pour être facilement identifiable),</li><li>• le bassin est purgé si besoin en fonction des résultats du contrôle du chlore libre et du chlore total (si le ratio n'est pas bon sur 6 postes alors une purge totale du circuit est réalisée pour régénérer le bassin),</li><li>• l'injection automatique du biocide est réalisée en continu (mélange de biocide classique OX909 et d'anti tartre AT 4502)</li><li>• un traitement choc est réalisé une fois par semaine, le vendredi, avec un biocide oxydant (NX1164),</li><li>• le nettoyage mécanique de la tour de refroidissement est réalisé tous les ans.</li></ul> L'exploitant présente à l'inspection : <ul style="list-style-type: none"><li>• le plan de suivi, sur fichier excel, où sont consignés les contrôles réalisés trois fois par jour du respect des seuils pour le pH, la conductivité, le chlore libre et total. La réalisation de la purge est aussi tracée sur ce fichier.</li><li>• le classeur « fiche de vie » où sont notées les dates de traitement choc hebdomadaire, les date de contrôle mensuel de la tour aéroréfrigérante (les deux derniers datent du 21/09/2022 et du 19/10/2022 sans observation à signaler),</li><li>• le rapport de fin d'intervention du nettoyage mécanique de la tour de refroidissement du 10/05/2022.</li></ul> L'exploitant respecte la périodicité de nettoyage de ses installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/11/2020, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi continu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place une mesure en continu des flux et concentrations en ammoniac et dioxydes de soufre à la cheminée du site S404. Échéance : 9 mois à compter de la notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Au cours de la visite objet du présent rapport, l'inspection a constaté la présence d'un système d'analyse multi composés permettant de contrôler en continu les concentrations et les flux, notamment de l'ammoniac et des dioxydes de soufre contenus dans les fumées des installations de combustion industrielles comme prescrit dans l'arrêté préfectoral du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/11/2020, article 3.2.5															
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, autosurveillance - valeurs limites des rejets															
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet															
<b>Prescription contrôlée :</b> Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :															
<table><tr><th>Paramètre</th><th>Concentrations instantanées en mg/Nm<sup>3</sup></th></tr><tr><td>Concentration en O<sub>2</sub> de référence</td><td>3,00%</td></tr><tr><td>Poussières totales</td><td>40</td></tr><tr><td>SO<sub>2</sub></td><td>180</td></tr><tr><td>NO<sub>x</sub> en équivalent NO<sub>2</sub></td><td>90</td></tr><tr><td>CO</td><td>100</td></tr><tr><td>NH<sub>3</sub></td><td>45</td></tr></table>	Paramètre	Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>	Concentration en O <sub>2</sub> de référence	3,00%	Poussières totales	40	SO <sub>2</sub>	180	NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	90	CO	100	NH <sub>3</sub>	45	
Paramètre	Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>														
Concentration en O <sub>2</sub> de référence	3,00%														
Poussières totales	40														
SO <sub>2</sub>	180														
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	90														
CO	100														
NH <sub>3</sub>	45														
<b>Constats :</b> Au cours de la visite objet du présent rapport, l'exploitant a présenté le rapport de la campagne de mesure sur le rejet atmosphérique du site daté du 04 janvier 2022. Ce rapport conclut que "les teneurs de l'ensemble des paramètres mesurés lors de cette campagne respectent les impositions de l'arrêté préfectoral du site".															
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite															
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet															

## N° 5 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/11/2020, article 10.2.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance environnementale
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Selon l'échéancier du titre 12 des prescriptions annexées au présent arrêté, l'exploitant assure une surveillance environnementale en oxydes d'azote (NOx), en oxydes de soufre (SOx), en ammoniac (NH3), et en poussières (PM2,5 et PM10) dans l'air ambiant extérieur. La durée cumulée de l'ensemble des prélèvements réalisés en un point est au minimum de 10 jours suivant une méthode définie en accord avec l'inspection des installations classées.</p> <p>Les campagnes de mesures de cette surveillance sont effectuées par un organisme tiers, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Le nombre d'emplacements de mesures, les conditions dans lesquelles les systèmes de mesure sont installés et exploités et, de manière plus globale, la stratégie de surveillance sont décrits dans une notice disponible sur site. L'implantation spatiale des points de mesure doit être dûment justifiée au regard des conditions environnementales locales et des modélisations de rejets (canalisés et diffus) de polluants atmosphériques de façon à couvrir les cibles concernées par la dispersion des oxydes d'azotes, des oxydes de soufre, d'ammoniac, et de poussières. Un emplacement (propre à chaque polluant surveillé) positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le bruit de fond est inclus au plan de surveillance.</p> <p>En outre, la vitesse du vent et la direction des vents (à une hauteur de 10 mètre du sol) sont mesurées et enregistrées depuis l'établissement pendant toute la période de campagne de mesure de surveillance environnementale. La résolution de la station météorologique (direction du vent, force du vent, température, pression atmosphérique, humidité et pluviométrie) doit être au moins horaire. L'emplacement de la station doit être situé dans une zone hors de toute influence topographiques et / ou bâtimementaires pouvant créer des phénomènes micro-météorologiques.</p> <p>Selon l'échéancier du titre 12 des prescriptions annexées au présent arrêté, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées la protection de l'environnement le bilan des résultats de mesures de cette surveillance environnementale, avec ses commentaires, qui tiennent notamment compte des évolutions significatives des valeurs mesurées et, le cas échéant, des conditions météorologiques lors des mesures. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Ce bilan est accompagné le cas échéant d'un plan d'actions.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a réalisé et transmis le bilan des résultats de ses mesures de surveillance environnementale via le site internet GERE pour les années 2020 et 2021.</p> <p>L'exploitant y fait notamment la synthèse de ses émissions annuelles en ammoniac, monoxyde de carbone, oxyde d'azote, oxydes de soufre et particules de taille inférieure à 10 µm.</p> <p>L'exploitant respecte les prescriptions de l'article 10.2.1.3 de son arrêté préfectoral.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 6 : Surveillance des niveaux sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/11/2020, article 10.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure des émissions sonores
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Une mesure de la situation acoustique (niveau de bruit et de l'émergence) est effectuée dans un délai fixé dans le titre 12 du présent arrêté puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins dont le choix est communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ce contrôle est effectué indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées peut demander.</p> <p>Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.</p>

**Constats :** Dans l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2020, l'article 10.2.5 prévoit que l'exploitant doit réaliser une mesure de la situation acoustique (niveau de bruit et de l'émergence) sous un délai de 3 mois après notification dudit arrêté.

Le jour de la visite l'exploitant déclare que :

- une première campagne de mesure a été réalisée le 04 décembre 2020 avec l'usine à l'arrêt. Le rapport conclut *"qu'il existe des dépassements du niveau sonore en limite de propriété dus au bruit ambiant environnant des véhicules automoteurs et des travaux réalisés sur le site voisin, et sur les zones à émergence réglementée (ZER) dus à des véhicules automoteurs"*.
- une seconde campagne de mesure a été réalisée le 12 janvier 2021 avec l'usine en fonctionnement. Le rapport conclut *"qu'il existe des dépassements du niveau sonore en limite de propriété dus au bruit ambiant environnant des véhicules automoteurs de travaux (nacelle automotrice thermique) sur le site voisin et des dépassements du niveau sonore sur les zones à émergence réglementée dus aux véhicules automoteurs"*.

Les résultats de ces deux campagnes de mesure sont les suivants pour les mesures en limite de propriété :

Période	Point de mesure	Valeurs fixées par arrêté préfectoral en dB(A)	Valeurs mesurées ou calculées en dB(A)	
			04/12/2020 Usine à l'arrêt	12/01/2021 Usine en fonctionnement
Jour	n° 1	70	De 59,5 à 71	De 67,7 à 88,9
	n° 2		De 53,5 à 74	De 61,3 à 72,2
Nuit	n° 1	60	De 57,6 à 62	De 65,9 à 70,2
	n°2		De 50,5 à 65	De 59,5 à 65,4

Bien que l'exploitant n'ait pas réalisé de synthèse de ces résultats de mesure, l'inspection peut constater que :

- pour le point de mesure n° 1, correspondant à la limite de propriété avec le site voisin Boréalis, bien que le bruit usine à l'arrêt soit déjà élevé, on constate une augmentation du niveau sonore lorsque l'usine est en fonctionnement, de jour comme de nuit,
- pour le point de mesure n° 2, situé en limite de propriété côté parking (proche du boulevard Stalingrad), les valeurs mesurées sont les mêmes usine en fonctionnement qu'usine à l'arrêt.

Pour les zones à émergence réglementée, les deux rapports donnent des valeurs de niveau sonore mesuré mais ne concluent pas sur les valeurs d'émergence par rapport au niveau de bruit ambiant en zones à émergence réglementée.

Les rapport présentés le jour de l'inspection ne permettent pas de conclure sur le respect des prescriptions des articles 7.2.1.2 (valeurs limites d'émergence) et 7.2.2 (niveaux limites de bruit) de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2020.

L'inspection demande à l'exploitant de procéder à une nouvelle campagne de mesure de ses émissions sonores, de conclure quant aux valeurs de bruit et valeurs limites d'émergence mesurées par rapport aux valeurs prescrites par l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2020, et de présenter son plan d'action en cas de dépassement des valeurs limites d'émissions sonores, sous un délai de 3 mois à compter de la réception du présent rapport.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 7 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/11/2020, article 8.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques et d'éclairage doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation et aux normes en vigueur. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du travail. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées. Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent. À proximité d'au moins la moitié des issues des bâtiments est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique (hors équipements nécessitant le maintien de l'alimentation pour assurer la sécurité ; soit le courant secouru). Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil. Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.
<b>Constats :</b> Au cours de la visite objet du présent rapport, l'exploitant a présenté l'attestation Q19 de contrôle des installations électriques réalisé par thermographie infrarouge le 06 mai 2022. Aucun défaut n'a été détecté, le rapport est dépourvu de fiche d'anomalie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/11/2020, article 8.7.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant a signé une convention avec Boréalys concernant le réseau d'eau incendie. L'établissement dispose des moyens notamment en débit d'eau d'incendie pour lutter efficacement contre l'incendie. Ces moyens sont suffisamment denses et répondent aux risques à couvrir. Ils sont utilisables en période de gel. Le réseau incendie possède les caractéristiques nécessaires (pression, débit, localisation des ouvrages - poteaux et bouches d'incendie...) afin d'assurer une défense incendie en relation avec les risques susceptibles de survenir. L'installation peut utiliser en cas de sinistre les moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li><li>• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.1.1 ;</li><li>• d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure sous une pression dynamique de 1 bar (NFS 62.200) pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur (NFS 61.211 ou NFS 61.213) pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). 4 de ces poteaux d'incendie se situent à proximité de l'unité de production de thiosulfate d'ammonium (à moins de 100m) et sont en permanence accessibles A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m<sup>3</sup>/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;</li><li>• d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</li><li>• d'un système de détection automatique d'incendie ;</li><li>• des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.</li></ul>

**Constats :** Le jour de la visite objet du présent rapport l'inspection a constaté la présence d'extincteur répartis sur le site. Facilement accessible.

L'exploitant a présenté :

- le dernier contrôle des extincteurs et du désenfumage, réalisé par un organisme compétent le 2 décembre 2021, il n'y a pas d'observation,
  - le tableau de suivi des contrôles semestriel du système de protection incendie réalisé en interne.
- Le dernier contrôle date du 05/07/2022 (contrôle de la date de validité des extincteur, de l'état des détecteurs et exutoires de fumée) Aucune non conformité n'est relevée.

Concernant la défense incendie du site, l'exploitant déclare qu'il paye un service auprès de l'entreprise voisine (Boréal) pour sa protection incendie, que les poteaux incendie situés à proximité de l'unité de production appartiennent à cette entreprise, que le contrôle des poteaux incendie est assuré par celle-ci et qu'elle ne remonte les résultats des contrôles réalisés que lorsqu'il y a une anomalie à signaler.

L'exploitant pourrait utilement demander à la société Boréal de lui transmettre le résultat des contrôles annuels réalisés sur les quatre poteaux incendie situés à proximité de l'unité de production de thiosulfate d'ammonium, afin de répondre aux prescriptions de son arrêté préfectoral.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet